

Rialto Investigations : C'est toujours non !

Les trois organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO Finances Publiques et les agents des DIRCOFI ont pris connaissance de la note du Directeur Général diffusée au cours de l'été. Elle ne fait que rappeler les finalités affichées par la Direction Générale et déjà connues des agents des DIRCOFI.

Cependant cette note ne répond en rien aux revendications des agents car :

- l'application demeure chronophage (temps de saisie, ...),
- l'application standardise et normalise le contrôle fiscal,
- l'application sous couvert de traçabilité est de fait un instrument de surveillance des agents, ceux-ci passent plus de temps à se justifier qu'à conduire des investigations leur permettant de réaliser un travail de qualité et à lutter contre la fraude,
- l'application ne saurait se substituer aux besoins de formation initiale et continue,
- l'application ne répond pas au besoin de soutien technique nécessaire lorsque la fraude se diversifie et se complexifie,
- l'application n'apporte aucun soutien en matière de procédures, l'application n'apporte pas de valeur ajoutée aux services de programmation ou du contentieux et l'application ne saurait se substituer à une formation initiale de qualité en direction des jeunes collègues .

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO Finances Publiques appellent à continuer à signer les pétitions exigeant l'abandon de RIALTO Investigations.

Elles appellent au renforcement du boycott de l'application et soutiendront toutes actions pour peser favorablement sur les décisions de Direction Générale sur cet outil.

Enfin, elles maintiennent leur exigence de convocation d'un comité technique de réseau (CTR) sur le contrôle fiscal avec notamment à l'ordre du jour ; Rialto investigations, la relation dite de « confiance » et la présentation des orientations du contrôle fiscal.

Paris, le 19 septembre 2013